

Exclusion sociale: programme d'action communautaire 2001-2005 de coopération entre les États membres

2000/0157(COD) - 12/10/2000

La commission a adopté le rapport de Mme Ilda FIGUEIREDO (GUE/NGL, P) qui modifie la proposition de la Commission dans le cadre de la procédure de codécision. La commission fait siens les principes sous-tendant le programme, mais juge indispensables plusieurs ajouts et amendements. Elle s'étonne en particulier de voir le titre faire uniquement référence à l'exclusion sociale et demande qu'y figure le terme "pauvreté". Elle souhaite qu'une attention particulière soit portée aux catégories sociales les plus défavorisées, notamment les enfants, les personnes âgées, les immigrés, les réfugiés et les minorités ethniques, les sans-abri, les handicapés et les chômeurs. Elle met également en lumière les difficultés de ceux qui vivent dans des régions telles que les bassins industriels en déclin, les zones rurales défavorisées et les régions ultrapériphériques. Pour elle, le programme devrait englober également d'importants domaines d'action oubliés par la proposition de la Commission, tels que la formation et l'insertion professionnelles, et devrait tenir compte du phénomène de plus en plus répandu du "working poor", situation de ceux qu'un emploi rémunéré n'empêche pas de connaître la pauvreté et l'exclusion sociale. La commission est également d'avis qu'il faut définir, sur la base de la nouvelle méthode ouverte de coordination, de nouvelles formes de participation incluant également les pauvres et les exclus sociaux. Il conviendrait aussi d'établir dans un cadre transnational des indicateurs et des critères d'évaluation quantitatifs et qualitatifs, portant notamment sur la pauvreté parmi les enfants. La commission suggère en conséquence que soient mis en réseau les observatoires nationaux ou organes similaires, afin que la Commission puisse assurer la coordination de leurs travaux et les exploiter. Elle invite également la Commission à instituer un groupe de réflexion rassemblant des représentants des organisations actives dans ce domaine et des différentes institutions de l'UE. Ce groupe participera à la préparation de la table ronde annuelle de l'UE sur l'exclusion sociale et la pauvreté. Les conclusions et résultats de ce programme établis chaque année devront être intégrés dans le rapport annuel de printemps sur la situation économique et sociale dans l'UE afin que les initiatives sociales et en matière d'emploi soient placées sur le même plan que les instruments économiques. Enfin, la commission demande que la dotation financière du programme soit portée de 70 millions à 100 millions d'euros.